

<https://www.elcorreo.eu.org/LA-LOCOMOTIVE-ET-LE-TRACELa-politique-argentine-en-matiere-d-intelligence-artificielle>

LA LOCOMOTIVE ET LE TRACÉLa politique argentine en matière d'intelligence artificielle

- Cybersociété -

Date de mise en ligne : mardi 15 septembre 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le 16 juillet 2026, un laboratoire de Pékin appelé [Moonshot AI](#) a présenté [Kimi K3](#). Onze jours plus tard, il a publié le dossier complet dans un fichier public, sous une licence permettant de le télécharger, de l'exécuter sur son ordinateur et de le modifier. Il s'agit du plus grand modèle jamais mis à disposition de cette manière, et il rivalise à armes égales avec ce qu'il y a de mieux sur le marché fermé.

Il convient de s'arrêter un instant sur la nature de ce fichier, car tout ce qui suit en dépend. Une intelligence artificielle de ce type est un réseau de connexions auquel l'entraînement attribue, à chaque connexion, une valeur numérique. Ces valeurs sont appelées « [poids](#) » : le terme provient de la recherche sur les [réseaux neuronaux](#), où il désignait l'intensité d'une **connexion synaptique**, et il est bien plus ancien que [ChatGPT](#). Tout ce que le système « *sait* » se trouve là-dedans. Il n'y a ni base de données de textes ni règles écrites par des programmeurs : il y a une configuration de nombres qui est le sédiment de ce que le modèle a lu.

C'est de là que découlent les trois modalités qu'il convient de distinguer. Un modèle fermé réside sur les serveurs de l'entreprise : on lui envoie des requêtes via une [API](#) (une interface de programmation), on reçoit des réponses sans jamais avoir accès au modèle lui-même ; l'entreprise peut le modifier, changer son tarif ou le désactiver quand elle le souhaite. Un modèle à poids ouverts publie le fichier : on le télécharge, on l'exécute sur sa propre infrastructure et on peut continuer à l'entraîner avec ses propres données, même si l'entreprise conserve les textes utilisés pour son apprentissage. Et un modèle *open source* au sens strict publie également ces données. C'est la différence entre louer une machine, l'acheter sans les plans ou l'acheter avec les plans inclus.

Le 17 juillet, à Shanghai, Xi Jinping a pris la parole pour la première fois lors de la Conférence mondiale sur l'IA et a annoncé la création d'une organisation intergouvernementale chargée de réguler cette technologie, dont le siège permanent sera situé dans cette ville. Vingt-neuf pays l'ont rejoint : le Brésil, Cuba, le Venezuela, le Nicaragua, la Russie, l'Afrique du Sud, l'Indonésie. Pas l'Argentine.

Cette absence n'était pas un hasard. Trois semaines auparavant, l'ambassadeur argentin à Washington avait signé un autre accord. Et cinq mois auparavant, un autre encore. Et neuf mois auparavant, un autre de plus. Quatre initiatives, un même vecteur, et aucune d'entre elles n'a été débattue publiquement pour ce qu'elle est : la politique argentine en matière d'intelligence artificielle, qui ne figure dans aucun document consacré à l'intelligence artificielle.

Pour comprendre ce que cela signifie, il convient de commencer par une analogie qui circule ces derniers mois. Elle est pertinente, mais mal utilisée.

Elle se présente ainsi : la Chine offre gratuitement des modèles d'intelligence artificielle, tout comme la Grande-Bretagne exportait des locomotives au XIXe siècle. D'abord, l'objet gratuit ; ensuite, la dépendance. C'est une image élégante qui contient une part de vérité. Mais si l'on prend la peine d'examiner comment le chemin de fer britannique a réellement fonctionné en Argentine, on découvre qu'il y avait deux mécanismes distincts en fonctionnement, et qu'aujourd'hui, ils ne se situent plus au même endroit.

LA VOIE ET L'ÉCARTEMENT

Ce qui a lié ce pays au système britannique, ce n'était pas la locomotive. Les locomotives s'achètent, se copient, se

remplacent. Ce qui l'a lié, c'était autre chose, et en réalité, il y en avait deux.

Le premier est le tracé : le réseau ferroviaire argentin n'était pas un réseau, mais un éventail. Radial, convergeant vers le port de Buenos Aires, il était conçu pour que la production de l'intérieur du pays parvienne jusqu'à l'Atlantique, puis jusqu'à Liverpool. Les embranchements transversaux, qui auraient relié les provinces entre elles, n'ont pratiquement pas été construits. Un pays doté de l'un des réseaux les plus étendus au monde, mais où il est impossible de se rendre de Tucumán à Mendoza sans passer par Buenos Aires. À cela s'ajoutait le mode de financement : des emprunts contractés à Londres, assortis de garanties de rentabilité minimale que l'État argentin couvrait lorsque l'activité n'était pas rentable. Un bénéfice garanti par contrat, un risque socialisé et une orientation extractiviste gravée dans le fer.

Le deuxième élément est l'écartement des voies. Adopter une norme vous lie à tout un écosystème matériel roulant, pièces de rechange, signalisation, ateliers, techniciens formés à cette pratique. L'écartement des voies n'exploite rien en soi. Il engendre quelque chose de plus lent : l'impossibilité progressive d'imaginer autre chose.

Le tracé et l'écartement ne sont pas la même chose. Ils n'opèrent pas simultanément, ne causent pas les mêmes dégâts et ne se combattent pas avec les mêmes outils. Et lorsqu'on les distingue, l'analogie contemporaine cesse d'être ambiguë.

LE TRACÉ EST USAMÉRICAIN

Ce n'est pas une simple ressemblance : c'est une identité structurelle. Voyons ce que l'Argentine a signé au cours des dix derniers mois.

En octobre 2025, le projet « [Stargate Argentina](#) » a été annoncé : une lettre d'intention avec [OpenAI](#) portant sur un montant pouvant atteindre 25 milliards de dollars pour un centre de données en Patagonie, d'une capacité prévue de 500 mégawatts. Pour se faire une idée de l'ampleur du projet : les treize centres de données de la région métropolitaine de Buenos Aires totalisent environ 32 mégawatts. Il s'agit donc de multiplier par quinze la capacité installée du pays dans une seule installation, dans une région où les fleuves Limay, Neuquén et Negro connaissent des débits historiquement bas et où le Secrétariat provincial à l'Environnement a lui-même admis qu'il n'existait aucune réglementation spécifique pour encadrer un projet de cette envergure.

En février 2026, l'accord commercial avec les États-Unis a été signé. Son chapitre consacré au numérique engage l'Argentine à reconnaître ce pays comme une juridiction adéquate pour le transfert de données à caractère personnel, à ne pas exercer de discrimination à l'égard des services numériques américains et à ne pas leur imposer de droits de douane ni de taxes. Le détail a son importance : la loi argentine sur la protection des données s'est toujours alignée sur le modèle européen, et non sur le modèle américain. Déclarer « adéquat » un pays qui ne l'est pas selon les critères que l'on a soi-même adoptés, ce n'est pas harmoniser. C'est changer de critère sans le dire.

En juin 2026, l'Argentine a adhéré à [Pax Silica](#), l'initiative du Département d'État qui organise les chaînes d'approvisionnement en minerais critiques, en énergie, en semi-conducteurs et en infrastructures. La répartition des rôles est clairement définie : les uns conçoivent et fabriquent, les autres fournissent les matières premières, les terres et l'énergie.

Et le « *Super RIGI* », déjà approuvé en première lecture par la Chambre des députés et actuellement examiné par le Sénat, garantit trente ans de stabilité fiscale, des bénéfices à 15 %, des droits de douane nuls et une libéralisation

progressive des devises. Un revenu garanti par contrat. Comme en 1890.

Des données qui sortent sans aucune contrainte juridictionnelle. De l'énergie et de l'eau qui sont converties en jetons. Des recettes fiscales garanties pendant trois décennies. Et aucune condition transversale : pas un mégawatt de puissance de calcul réservé à un usage local, pas d'obligation de recherche, pas d'exigence environnementale vérifiable. C'est un éventail qui converge vers le port, et ce port se trouve sur un autre continent.

LA VOIE FERRÉE EST CHINOISE, ET IL FAUT AUSSI LE DIRE

Rien de tout cela ne rend l'autre offre plus bienveillante, et ce serait une erreur de la présenter ainsi.

Le modèle lancé en juillet par *Moonshot AI* à€" *Kimi K3*, avec 2 800 milliards de paramètres, le plus grand modèle à poids ouverts existant à€" est compatible avec les conventions techniques d'*OpenAI*, qui s'intègre à une architecture existante pour ensuite disputer qui en définit les règles. Huawei a intégré ses accélérateurs aux modèles de [DeepSeek](#). Le plan quinquennal chinois de mars a placé les semi-conducteurs et la stratégie « IA+ » au centre de ses priorités. L'organisation fondée à Shanghai y a son siège permanent et dispose d'un mandat explicite en matière de normes. Xi a promis 5 000 formations pour les pays en développement : manuels, programmes d'études, ingénieurs formés à penser dans un écosystème donné. Et il y a un effet d'entraînement : le K3 succède à deux modèles de la même année. Ce que vous téléchargez vieillit ; le fournisseur, lui, ne vieillit pas.

Tout cela, c'est la construction d'une voie ferrée. Celui qui le nie ne regarde pas ce qui se passe.

Mais cette voie ferrée nous lie à l'avenir. Elle ne puise pas de l'eau aujourd'hui, ne cède pas de juridiction aujourd'hui, ne compromet pas aujourd'hui la capacité fiscale des trois prochaines décennies. Et c'est là que réside le point que l'équidistance occulte : entre un mécanisme qui exploite déjà et un autre qui pourrait nous lier, répartir la méfiance à parts égales n'est pas de la prudence. C'est renoncer à l'analyse.

QUATRE MENUS ET AUCUN ÉCRIT POUR NOUS

Il convient d'examiner l'ensemble du tableau, car les options proposées ne se limitent pas à deux.

Il y a le club des démocraties : l'OCDE, les forums du G7, les organismes qui élaborent depuis des années des taxonomies des risques et des normes d'audit. Un travail sérieux, mais qui souffre d'un problème de fond : ils produisent des normes pour leur usage interne et les exportent comme si elles étaient universelles. En juillet, les dirigeants d'*OpenAI*, d'[Anthropic](#) et de [DeepMind](#) ont promu au G7 une coalition de normes menée par les États-Unis, en réponse directe à ce qui avait été signé à Shanghai. C'est de la gouvernance et c'est de la géopolitique, et il convient de ne pas les confondre.

- Il y a l'Union européenne, qui a fait la tentative la plus sérieuse au monde pour soumettre ces systèmes à la loi. Sa limite est bien connue : elle régleme un secteur qu'elle ne possède pas. Dans le cadre même de la *Pax Silica*, elle a été invitée et n'est pas signataire à part entière, tandis que Washington négocie bilatéralement avec les Pays-Bas au sujet du goulot d'étranglement des machines de lithographie. Un pouvoir de régulation dépourvu de capacité de calcul finit par réglementer le comportement de ses propres citoyens face à des produits étrangers.

- Il y a les États-Unis, qui contrôlent environ 70 % de la puissance de calcul mondiale en matière d'intelligence artificielle – la Chine n'atteint même pas 10 % – et qui offrent l'accès à cette puissance en échange de la voie : minerais, énergie, territoire, juridiction, stabilité fiscale. C'est l'offre qui exige le tracé sans fournir la locomotive.
- Et il y a la Chine, qui fournit la locomotive et mise sur l'écartement des rails.

La cinquième option ne figure pas au menu : parce que personne ne propose de la mettre en place. Non pas sous forme d'autarcie – personne ne va fabriquer de puces de cinq nanomètres à Quilmes –, mais en tant que capacité à choisir, à s'adapter et à négocier. On peut faire rouler Kimi K3 sans rien signer à Shanghai. On peut utiliser un service américain sans lui céder la juridiction sur les données de quarante-sept millions de personnes. La condition pour y parvenir, c'est d'en avoir les moyens, et c'est là que réside tout le nœud de la question.

LA DOUANE COGNITIVE

Il existe une autre différence, et c'est celle-ci qui fait toute la différence.

Le tracé ferroviaire était irréversible : on ne démantèle pas 1 000 kilomètres de voies sans que cela ait un coût. La dépendance vis-à-vis d'une API, en revanche, est parfaitement réversible. Mais uniquement pour celui qui l'accorde.

En juin 2026, le ministère américain du Commerce a suspendu pendant deux semaines et demie l'accès à deux modèles de frontière d'*Anthropic* pour des raisons de sécurité nationale. Cette suspension a certes été levée.

Mais le précédent est resté : un gouvernement a démontré qu'il pouvait désactiver un modèle. Lorsque la capacité de réflexion d'un pays dépend d'un serveur étranger, il existe un phénomène qu'on ne peut mieux qualifier que de « *douane cognitive* », et la clé ne se trouve pas à Buenos Aires.

Les « [poids ouverts](#) » renversent cette asymétrie. Une fois le fichier téléchargé, personne ne peut le désactiver, le révoquer ni le soumettre à un contrôle de sécurité nationale étranger. Avec la Chine, vous accumulez un actif irréversible. Avec les États-Unis, vous accumulez une dépendance réversible par conception, et c'est l'autre qui en a conçu le modèle.

CE QUE « *OUVERT* » NE SIGNIFIE PAS

Il convient de faire une pause ici, car l'enthousiasme est éphémère et il vaut mieux le dire soi-même plutôt que de l'entendre de la bouche d'un adversaire.

- **Premièrement** : les poids ouverts ne sont pas synonymes d'open source. *Moonshot* a publié les poids, le rapport technique et une partie des outils d'entraînement. Il n'a pas publié le corpus. Quels textes ont été inclus, dans quelles langues, ce qui a été exclu : tout cela reste confidentiel. L'Open Source Initiative a un terme pour désigner le fait de présenter comme open source ce qui ne fait que divulguer des poids : c'est l'« [openwashing](#) ».
- **Deuxièmement, et surtout** : la gratuité se paie en puissance de calcul. Le fichier de *Kimi K3* pèse des centaines de *gigabytes*. Il ne fonctionne ni sur un ordinateur portable, ni sur la station de travail d'un laboratoire, ni sur le serveur d'un département universitaire. Son exécution nécessite un matériel qui n'existe pratiquement

pas en Argentine. Et via l'*API*, ce n'est pas gratuit non plus : c'est moins cher que son équivalent US, mais cela coûte quand même.

Autrement dit, le péage ne disparaît pas : il se déplace. Du modèle vers l'informatique, ce qui est exactement là où la Chine veut le facturer par la suite. On peut comprendre cette stratégie sans y voir de mauvaise intention : quand on ne peut pas gagner sur le marché d'un bien à€” les puces de pointe, que les États-Unis vous interdisent à€”, on a tout intérêt à rendre ce bien gratuit et à transférer le profit vers le complément que l'on contrôle bel et bien.

Et pourtant, il y a un fait nouveau qu'il ne faut pas sous-estimer : si le modèle de frontière devient *matière première*, la barrière à l'entrée pour tout projet de souveraineté technologique s'abaisse d'un coup. Ce qui, jusqu'en 2024, coûtait 1 milliard de dollars en formation, coûte aujourd'hui un ordre de grandeur de moins en infrastructure d'adaptation. Ce n'est pas un cadeau chinois. C'est une externalité d'une guerre entre grandes puissances. Et c'est une opportunité qui, comme toutes les opportunités, ne restera pas ouverte indéfiniment.

AUCUN MODÈLE N'EST NEUTRE, MAIS UN SEUL PEUT ÊTRE CORRIGÉ

Une objection est prévisible et il faut y répondre : les modèles chinois présentent des biais, filtrent les sujets politiques et éludent les questions gênantes. C'est vrai et cela a été démontré.

Il est également vrai, et tout aussi bien documenté, que les modèles US reflètent le sens commun d'une frange sociale très spécifique du nord de la Californie. Et il y a un point commun entre ces deux familles : elles traitent l'espagnol du Río de la Plata, le guarani, le quechua et le [mapuzugun](#) comme des variantes marginales d'un corpus écrasant anglophone. Aucun des deux ne connaît la jurisprudence argentine, ni le vocabulaire du système de santé publique, ni la façon dont on parle ici. Non pas parce que quelqu'un en a décidé ainsi, mais parce que personne ne les a formés à cela : nous ne sommes pas un marché.

La conclusion que l'on tire généralement de tout cela, c'est que cela revient au même, que tous les modèles ont des biais, qu'il est impossible de faire un choix. C'est une conclusion erronée, et cela pour une raison pratique.

Un modèle dont on peut télécharger les poids peut être ré-entraîné avec ses propres textes. On peut mesurer ses biais, corriger son registre, lui enseigner un corpus local. Avec un modèle qui se cache derrière une *API*, on ne peut rien faire de tout cela : on peut lui écrire de meilleures [prompts](#), ce qui n'est pas la même chose. La différence n'est pas de degré. C'est la différence entre pouvoir intervenir sur un outil et se contenter de l'utiliser. Et pour un pays qui souhaite que ces outils en sachent davantage sur lui, cette différence est primordiale.

LE BRÉSIL A ÉCRIT AUTRE CHOSE

C'est là, selon moi, le cœur du sujet, et ce n'est pas un argument contre les centres de données.

Un pays disposant d'un excédent énergétique, de fibre optique et d'une main-d'œuvre qualifiée a des raisons légitimes de vouloir accueillir des infrastructures informatiques. La question n'est pas de savoir s'il faut le faire ou non. La question est de savoir quel prix fait on payer.

Le Brésil débat actuellement de son propre régime, le [REDATA](#). Son texte exige de réserver 10 % de la capacité installée au marché intérieur, ou de la céder gratuitement à des institutions scientifiques et technologiques. Il exige une énergie 100 % propre. Il exige un indice d'efficacité hydrique de 0,05 litre par kilowatt/heure, mesuré chaque année. Il exige d'investir 2 % dans la recherche et le développement locaux. Le Chili n'a pas de loi, mais dispose d'un plan dont l'objectif explicite est de signer au moins un accord réservant de la puissance de calcul aux institutions chiliennes.

Le texte argentin ne contient rien de tout cela. Concernant l'eau, il ne fixe aucune condition d'utilisation, bien qu'il garantisse que l'installation fonctionne sans interruption. Lorsque la Chambre des députés a proposé d'inclure dans le texte de loi un plan d'approvisionnement énergétique obligeant à détailler la demande et à garantir qu'elle n'affecterait pas l'approvisionnement local, cette proposition a été rejetée sans autre argument que le refus d'accepter des modifications.

Cela vaut la peine de s'attarder sur la clause brésilienne des 10 %, car c'est la plus intelligente de toutes et celle qui nous manque le plus ici. Elle stipule, en substance, que si vous venez installer des ressources informatiques sur notre territoire, un dixième de cette capacité nous revient, ou bien vous la cédez gratuitement à nos universités et centres de recherche.

Il ne s'agit ni d'une expropriation ni d'un impôt : c'est la traduction normative d'une idée simple, selon laquelle celui qui utilise les ressources communes d'un pays laisse à ce pays quelque chose qu'il puisse utiliser. C'est d'ailleurs exactement le mécanisme qui permettrait de financer le calcul public, qui n'existe pas en Argentine.

Aucun des trois pays n'a encore signé de contrat. La différence ne réside pas dans la rapidité. Elle réside dans ce que chacun a consigné par écrit en attendant.

L'Argentine cède les trois éléments qu'un régime bien conçu perçoit : recettes fiscales, juridiction sur les données, accès au calcul – sans obtenir aucun des trois éléments qui favorisent le développement : capacité réservée, exigences environnementales vérifiables, recherche obligatoire.

On répondra – et il faut prendre cela au sérieux – que sans ces incitations, les investissements ne viennent pas, que nous sommes en concurrence pour un capital rare face à des juridictions plus stables, et que l'alternative réaliste à un mauvais accord n'est pas un bon accord, mais l'absence d'accord. Le cas du Brésil affaiblit cet argument : le Brésil en demande davantage et n'a effrayé personne. On dira que le Brésil dispose d'un marché intérieur qui lui confère un pouvoir de négociation dont nous ne disposons pas. C'est vrai. Mais c'est une chose d'avoir moins de pouvoir, et c'en est une autre de décider de ne pas utiliser celui dont on dispose.

LES ATELIERS

Il y a une remarque qui va à l'encontre des deux modèles, et c'est justement pour cela qu'elle est la plus gênante.

Les chemins de fer britanniques ont laissé derrière eux des ateliers. *Tafí Viejo, Remedios de Escalada, Liniers, Junín*. Des écoles de métiers, des capacités de maintenance, une masse de travailleurs qualifiés, ce qui, des années plus tard, a permis de nationaliser quelque chose qui fonctionnait.

Un centre de données à très grande échelle ne laisse rien de tout cela. Quelques centaines d'emplois pendant la

construction, quelques dizaines en exploitation et une demande électrique permanente. Prise au sérieux, la comparaison est plus défavorable au présent que ne le suppose généralement celui qui l'évoque : nous discutons d'un dispositif qui, en termes de capacités techniques consolidées, se situe en deçà du colonialisme ferroviaire du XIXe siècle.

Ce qu'il faudrait faire, et pourquoi c'est plus difficile qu'il n'y paraît.

Face à ce projet, les outils sont réglementaires et la marge de manœuvre est étroite : réserve de capacité de calcul, besoins en eau mesurés et contrôlés, énergie supplémentaire et non prélevée sur l'approvisionnement local, investissement obligatoire dans la recherche, participation des communautés concernées. Rien d'exotique : tout figure dans le texte dont débat le Brésil.

Face à cette voie, les outils sont les suivants : le calcul public à l'échelle universitaire, des bases de données textuelles dans les langues du territoire, constituées avec le consentement des populations et non par des méthodes de collecte aléatoires, ainsi qu'une politique d'achats publics qui n'admet aucune exclusivité avec un fournisseur quelconque. Les « *poids ouverts* » rendent tout cela réalisable pour la première fois. Les centaines de gigaoctets d'un modèle de pointe ne constituent pas un obstacle insurmontable : ils relèvent d'une spécification d'achat.

Il existe des précédents. En décembre 2025, l'Université Nationale de Hurlingham a intégré le premier ordinateur quantique du système universitaire argentin et a signé un accord fédéral pour le partager. Bien que ce cas illustre justement l'ampleur du problème : en plus de son propre équipement, l'université a dû souscrire à un service cloud d'Amazon pour accéder à des machines de plus grande envergure. Même ce geste souverain s'appuie sur une infrastructure étrangère lorsqu'il n'y a pas d'échelle locale.

La question des bases de données textuelles mérite une ligne à part, car elle semble abstraite alors qu'elle ne l'est pas. Un modèle entraîné presque exclusivement en anglais ne sait pas comment on rédige une phrase en Argentine, ni comment on appelle les choses dans un hôpital public de la banlieue, ni ce que signifient une demi-douzaine d'expressions que tout le monde utilise ici au quotidien. Constituer ces collections avec consentement, des licences claires, la participation des communautés qui fournissent le matériel, et non par un ramassage aveugle est une tâche d'envergure universitaire, finançable et vérifiable. Et c'est la seule façon pour que l'existence des « *poids ouverts* » cesse d'être une curiosité technique pour devenir une réalité.

Il faudrait ajouter la dimension régionale.

La CELAC est l'interlocuteur proposé par la Chine ; le Mercosur est le cadre dans lequel le Brésil légifère déjà. Une position latino-américaine commune sur les conditions minimales relatives aux infrastructures d'intelligence artificielle conférerait un pouvoir de négociation dont aucun de nos pays ne dispose à lui seul. Que cela semble aujourd'hui politiquement improbable ne rend pas cette position moins pertinente.

Et il faut souligner un point souvent omis : ce qui a déjà été signé est conçu pour empêcher précisément cela. L'engagement de ne pas discriminer les services numériques américains limite toute politique d'achat privilégiant des alternatives. La « *Pax Silica* » organise des chaînes visant à exclure un concurrent. Et ces trente années de stabilité réglementaire signifient que ce qui n'est pas inscrit aujourd'hui ne pourra plus l'être. Nous ne sommes pas face à un échiquier ouvert : certains coups sont déjà bloqués par contrat.

LES ENJEUX TRANSVERSAUX

La question qui importe n'est pas de savoir s'il vaut mieux utiliser Kimi, GPT ou [Claude](#), mais ce qui se trame pendant que nous discutons de celui qu'il faut choisir.

Et tout ce qui a été énuméré plus haut "calcul public, textes propres, capacité d'audit" nécessite une condition préalable qui n'est ni technique ni diplomatique : le financement d'un système scientifique et universitaire. Un pays, qui réduit les salaires de ses chercheurs, prive ses universités de financement et ignore une loi de financement votée par le Parlement, ne prend pas une décision budgétaire distincte de sa politique en matière d'intelligence artificielle. Il met en œuvre sa politique en matière d'intelligence artificielle. Il choisit de ne pas disposer de capacité d'absorption et, par conséquent, il choisit que toute offre extérieure est une fatalité et non une option.

La stratégie chinoise n'est pas généreuse : elle trace sa voie, forme des cadres au sein de son écosystème, veut fixer des normes depuis Shanghai et fait peser son péage sur le calcul des données. Mais la locomotive, au moins, reste au dépôt. Un pays qui possède la locomotive mais pas les voies ferrées se trouve dans une situation structurellement différente "pire à court terme, mais meilleure à long terme" de celle d'un pays qui construit les voies ferrées d'un autre sans même conserver les ateliers.

En juillet 2026, une possibilité concrète d'appropriation s'est ouverte pour la première fois. Les fichiers sont là, téléchargeables, dans un référentiel public, et personne ne peut les supprimer. Que cette possibilité se concrétise ne dépend que d'une seule chose, et elle ne se trouve ni à Pékin, ni à Washington, ni à Bruxelles, cela dépend de l'existence, **ICI** [en Argentine, d'une communauté technique et scientifique capable de les récupérer, de les adapter et de les utiliser pour répondre à des questions que personne d'autre ne se posera.

Cette communauté existe. Elle s'appelle l'université, elle est publique et, ce n'est pas un hasard, on la prive de financement et on la démantèle alors que tout le reste est en train d'être signé.

Pablo Baumann* para [El cohete a la luna](#)

[El cohete a la luna](#). Buenos Aires, le 16 août 2026.

Pablo Baumann* Création numérique. Enseignant-chercheur à l'Université nationale de Quilmes. A étudié à l'Universitat Oberta de Catalunya (UOC). Doctorat en communication à l'Université nationale de La Plata | UNLP. Études de sociologie à l'UBA en Argentine. École nationale n° 8 Julio A. Roca (génocidaire) et a étudié à SAN FRANCISCO DE ASIS à Buenos Aires. [Facebook](#). [instagram](#)

Traduit de l'espagnol depuis [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 15 septembre 2026.

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de www.elcorreo.eu.org